

LES AMBIGUÏTÉS DU RÉVEIL CATHO

Les signaux ne manquent pas, en Belgique, qui marquent la fin d'une forme de résignation catholique. Un « effet pape François » ? Un rebond après les années noires du scandale de la pédophilie au sein de l'Eglise ? Ou une posture identitaire face à l'essor de l'islamisme ? Immersion en milieu catho.

PAR OLIVIER ROGEAU

Après des décennies de « dépression catholique », l'heure du sursaut semble avoir sonné. Mais si « réveil catho » il y a, de quel type de réveil s'agit-il ? Et de quels cathos ? De ceux qui se reconnaissent à nouveau comme tels parce que fiers d'avoir à la tête de leur Eglise un pape au style simple et spontané ? De ceux qui n'ont plus honte de se dire chrétiens depuis que le scandale de la pédophilie au sein de l'Eglise de Belgique est sorti des radars médiatiques ? Ou de ceux qui, en réaction à l'affirmation de l'islam, adoptent une posture identitaire ?

Pas simple de cerner le phénomène. Car il est multiforme. Et non dépourvu d'ambiguïtés. Consultés par Le Vif/L'Express sur la question d'un éventuel « réveil catho », une vingtaine de responsables d'unités pastorales en Belgique francophone nous ont répondu en sens divers. Un abbé insiste sur la diversité du monde catholique : « Les médias et l'opinion parlent surtout des groupes revendicatifs et des fidèles à la foi démonstrative, car ce sont les plus visibles. Mais il y a aussi les croyants discrets, qui rejettent toute affirmation des convictions religieuses. » Une coordinatrice pastorale ajoute : « Il y a des communautés bien vivantes en Belgique, mais aussi des paroisses qui n'ont pas répondu à l'appel de saint Paul à « sortir du sommeil. »

« Comme une piqûre »

« Aujourd'hui, les chrétiens sont moins honteux d'afficher leur foi, assure un responsable d'unité pastorale du doyenné de Bruxelles Nord-Est. Cela tient au fait que, ces dernières années, grâce au pape François, le focus, quand il est question de l'Eglise, n'est plus mis sur la seule morale sexuelle. Ses prises de position sur l'environnement ou l'économie séduisent d'ailleurs bien au-delà du monde chrétien. » L'un de ses collègues observe une réaffirmation des valeurs chrétiennes d'humanité et d'égalité en

réaction aux dérives et dégâts d'un capitalisme financier déshumanisé. Plus concret, un prêtre relève que les aumôniers sont mieux accueillis qu'autrefois lors de leurs interventions en milieu étudiant. Un autre constate que « le temps est passé où les mouvements de jeunesse ne cessaient de nous interpellier sur les affaires de pédophilie dans l'Eglise. » Une animatrice pastorale signale que les baptêmes d'adultes sont en augmentation constante. Et un curé d'origine africaine juge que « l'essor de l'islam sous ses formes radicales est ressenti par les chrétiens comme une piqûre. Il repose la question de la place du christianisme en Occident et dans la construction européenne. »

Un constat partagé par beaucoup : le fossé tend à se creuser entre les catholiques qui adhèrent au discours de paix, de dialogue et de solidarité du pape François, qui est aussi celui des évêques de Belgique, et d'autres cathos, qui, eux, appellent à la défense de la « civilisation chrétienne ». Les plus sensibles aux sirènes populistes se montrent réfractaires au plaidoyer de François en faveur de l'accueil des migrants. La frange « catho réac décomplexée », très active sur le Net s'indigne de la volonté du pape de faire évoluer le regard de l'Eglise sur la famille.

Retour au religieux

« En schématisant, on peut distinguer trois époques, nous confie l'un de nos interlocuteurs, prêtre dans un diocèse wallon. Il y a un demi-siècle, la plupart des catholiques pratiquaient leur religion par conformisme ou tradition familiale. Ils avaient pour habitude de se rendre à la messe le dimanche. Puis, la pratique religieuse a chuté et est surtout devenue le fait de convaincus. Aujourd'hui, la peur d'un monde devenu incertain et menaçant favorise un retour au religieux. »

« Ce retour au religieux fait bouger les lignes, convient le très médiatique vicaire épiscopal liégeois Eric de Beukelaer, →

**« L'essor de l'islam
sous ses formes
radicales est ressenti
par les chrétiens
comme une piqûre »**

Certes, ces indicateurs doivent être interprétés avec prudence. Il ne faut pas confondre appartenance culturelle au monde catholique et adhésion croyante à la foi. Les rangs de ceux qui assistent à la messe dominicale ne se sont assurément pas étoffés ou rajeunis, sauf cas isolés. La religion catholique pratiquée est devenue une contre-culture. La plupart des croyants belges n'adhèrent pas aux dogmes, qu'ils ne connaissent plus. Les valeurs traditionnelles de l'Eglise qui concernent la famille, le mariage, la question du genre... sont attaquées, alors qu'elles dépassaient autrefois l'appartenance religieuse. Le nombre de prêtres ne cesse de diminuer en Belgique (moins de 3 000 aujourd'hui, pour quelque 10 500 en 1960). Beaucoup ont dépassé l'âge de la retraite et doivent assumer la charge de plusieurs paroisses à la fois.

Clochers fermés, première communion retardée

La situation est tellement critique dans certains diocèses wallons que plusieurs églises et lieux de culte ont dû fermer leurs portes. L'évêque de Bruxelles, Mgr Kockerols, prévoit, lui, de désacraliser des clochers désertés pour les reconverter en logements, en écoles... et d'en dédier d'autres à des cultes chrétiens étrangers. Le vicariat de Bruxelles procède aussi à une refonte totale de la catéchèse. La première communion ne serait plus adaptée aux enfants de 7-8 ans, qui manquent de formation religieuse. Et elle ne doit plus être une « fête d'un jour ». Une seule célébration serait donc prévue vers l'âge de 11-12 ans, incluant le baptême pour ceux qui ne sont pas baptisés, la profession de foi en groupe, la confirmation, et la première communion.

Mais ce projet passe mal dans les paroisses les plus dynamiques de la capitale, où les enfants inscrits à la catéchèse de « petite communion » sont toujours plus nombreux. On y déplore les « tâtonnements » du vicariat. Plus ulcérés encore sont les milieux cathos conservateurs, que le chanoine de Beuckelaer qualifie de « nostalgiques d'une "Eglise des masses" plus soucieuse de rites que de réflexion. » Ils accusent l'Eglise de « brader son patrimoine religieux » et de « supprimer des

sacrements ». « De quoi laisser le champ libre aux autres cultes qui, aux dernières nouvelles, n'envisagent pas de retarder l'âge de la circoncision », dénonce *La Dernière Heure* du 3 février dans un éditorial enflammé intitulé « Le suicide de l'Eglise catholique ».

Fin de la crise de confiance

Les tendances lourdes en matière de pratique religieuse ne se sont donc pas inversées. Reste que, selon les sondages, les Belges francophones sont plus nombreux qu'autrefois à se définir comme catholiques. Principale explication donnée par nos sources au sein du clergé : l'éloignement de la tempête provoquée par le scandale de la pédophilie au sein de l'Eglise de Belgique. L'affaire Vangheluwe, du nom de l'ancien évêque de Bruges, convaincu d'abus sexuel sur mineur et contraint à la démission le 23 avril 2010, avait plongé la communauté catholique belge dans une profonde crise de confiance. Dans la foulée, l'Eglise a été submergée par un déluge de témoignages sur d'autres faits de pédophilie. Après une période d'hésitation, les évêques belges ont engagé l'Eglise dans un processus d'indemnisation des victimes.

Signe que le séisme a perdu de son intensité : le nombre de débaptisations, qui a connu un pic en 2010, est en chute constante depuis sept ans. Dans les années 2010-2015, le souhait de certains Belges de se faire « débaptiser » ou de prendre leurs distances avec l'Eglise était aussi lié aux prises de position du prélat qui était à l'époque à la tête de l'institution. On se souvient des maladroites et provocations de Mgr Léonard, de ses sorties sur l'homosexualité, le préservatif, l'avortement, le sida... Son remplacement, en novembre 2015, par Jozef De Kesel marque une rupture. Après le raidissement des années Léonard, chantre de la tradition la plus stricte, le nouvel archevêque s'inscrit dans la ligne « centriste » tracée naguère par le cardinal Danneels. Il prône une Eglise « engagée pour une société plus humaine, pour les plus pauvres et les plus démunis ». A la tribune des Grandes conférences catholiques, le 16 novembre dernier, il a invité l'Eglise à « ne pas s'accrocher à sa position dominante d'autrefois ». Selon le cardinal De Kesel, elle doit « rester humble dans une société sécularisée ».

En revanche, Mgr De Kesel appelle les catholiques à être « plus sûrs d'eux ». Dans un entretien accordé en mai 2016 à nos confrères de *Knack*, il s'est dit impressionné par « le courage qu'ont les musulmans d'exprimer leur foi ». Alors que se tissent des alliances entre conservateurs issus de confessions diverses autour de sujets éthiques tels que le mariage gay, l'avortement, l'euthanasie, les questions de genre, l'abattage rituel ou le port du voile, il reproche aux chrétiens de « pratiquer leur religion avec une certaine réserve ». Des propos critiqués par des croyants, catholiques ou protestants, pour qui l'affirmation des convictions religieuses n'est pas un progrès, mais une régression. On l'aura compris, le débat identitaire compte bel et bien, chez les catholiques, parmi les incontournables de ces temps troublés ! ♦

Certes, ces indicateurs doivent être interprétés avec prudence. Il ne faut pas confondre appartenance culturelle au monde catholique et adhésion croyante à la foi. Les rangs de ceux qui assistent à la messe dominicale ne se sont assurément pas étoffés ou rajeunis, sauf cas isolés. La religion catholique pratiquée est devenue une contre-culture. La plupart des croyants belges n'adhèrent pas aux dogmes, qu'ils ne connaissent plus. Les valeurs traditionnelles de l'Eglise qui concernent la famille, le mariage, la question du genre... sont attaquées, alors qu'elles dépassaient autrefois l'appartenance religieuse. Le nombre de prêtres ne cesse de diminuer en Belgique (moins de 3 000 aujourd'hui, pour quelque 10 500 en 1960). Beaucoup ont dépassé l'âge de la retraite et doivent assumer la charge de plusieurs paroisses à la fois.

Clochers fermés, première communion retardée

La situation est tellement critique dans certains diocèses wallons que plusieurs églises et lieux de culte ont dû fermer leurs portes. L'évêque de Bruxelles, Mgr Kockerols, prévoit, lui, de désacraliser des clochers désertés pour les reconverter en logements, en écoles... et d'en dédier d'autres à des cultes chrétiens étrangers. Le vicariat de Bruxelles procède aussi à une refonte totale de la catéchèse. La première communion ne serait plus adaptée aux enfants de 7-8 ans, qui manquent de formation religieuse. Et elle ne doit plus être une « fête d'un jour ». Une seule célébration serait donc prévue vers l'âge de 11-12 ans, incluant le baptême pour ceux qui ne sont pas baptisés, la profession de foi en groupe, la confirmation, et la première communion.

Mais ce projet passe mal dans les paroisses les plus dynamiques de la capitale, où les enfants inscrits à la catéchèse de « petite communion » sont toujours plus nombreux. On y déplore les « tâtonnements » du vicariat. Plus ulcérés encore sont les milieux cathos conservateurs, que le chanoine de Beuckelaer qualifie de « nostalgiques d'une "Eglise des masses" plus soucieuse de rites que de réflexion. » Ils accusent l'Eglise de « brader son patrimoine religieux » et de « supprimer des

sacrements ». « De quoi laisser le champ libre aux autres cultes qui, aux dernières nouvelles, n'envisagent pas de retarder l'âge de la circoncision », dénonce *La Dernière Heure* du 3 février dans un éditorial enflammé intitulé « Le suicide de l'Eglise catholique ».

Fin de la crise de confiance

Les tendances lourdes en matière de pratique religieuse ne se sont donc pas inversées. Reste que, selon les sondages, les Belges francophones sont plus nombreux qu'autrefois à se définir comme catholiques. Principale explication donnée par nos sources au sein du clergé : l'éloignement de la tempête provoquée par le scandale de la pédophilie au sein de l'Eglise de Belgique. L'affaire Vangheluwe, du nom de l'ancien évêque de Bruges, convaincu d'abus sexuel sur mineur et contraint à la démission le 23 avril 2010, avait plongé la communauté catholique belge dans une profonde crise de confiance. Dans la foulée, l'Eglise a été submergée par un déluge de témoignages sur d'autres faits de pédophilie. Après une période d'hésitation, les évêques belges ont engagé l'Eglise dans un processus d'indemnisation des victimes.

Signe que le séisme a perdu de son intensité : le nombre de débaptisations, qui a connu un pic en 2010, est en chute constante depuis sept ans. Dans les années 2010-2015, le souhait de certains Belges de se faire « débaptiser » ou de prendre leurs distances avec l'Eglise était aussi lié aux prises de position du prélat qui était à l'époque à la tête de l'institution. On se souvient des maladroites et provocations de Mgr Léonard, de ses sorties sur l'homosexualité, le préservatif, l'avortement, le sida... Son remplacement, en novembre 2015, par Jozef De Kesel marque une rupture. Après le raidissement des années Léonard, chantre de la tradition la plus stricte, le nouvel archevêque s'inscrit dans la ligne « centriste » tracée naguère par le cardinal Danneels. Il prône une Eglise « engagée pour une société plus humaine, pour les plus pauvres et les plus démunis ». A la tribune des Grandes conférences catholiques, le 16 novembre dernier, il a invité l'Eglise à « ne pas s'accrocher à sa position dominante d'autrefois ». Selon le cardinal De Kesel, elle doit « rester humble dans une société sécularisée ».

En revanche, Mgr De Kesel appelle les catholiques à être « plus sûrs d'eux ». Dans un entretien accordé en mai 2016 à nos confrères de *Knack*, il s'est dit impressionné par « le courage qu'ont les musulmans d'exprimer leur foi ». Alors que se tissent des alliances entre conservateurs issus de confessions diverses autour de sujets éthiques tels que le mariage gay, l'avortement, l'euthanasie, les questions de genre, l'abattage rituel ou le port du voile, il reproche aux chrétiens de « pratiquer leur religion avec une certaine réserve ». Des propos critiqués par des croyants, catholiques ou protestants, pour qui l'affirmation des convictions religieuses n'est pas un progrès, mais une régression. On l'aura compris, le débat identitaire compte bel et bien, chez les catholiques, parmi les incontournables de ces temps troublés ! ♦

« PAS FIER D'ÊTRE CHRÉTIEN » APRÈS L'AFFAIRE FILLON ?

Le Penelopegate a désintégré la virgine figure du catho pratiquant désintéressé François Fillon. Le candidat de la droite à la présidentielle, qui avait mis en avant ses convictions religieuses, a-t-il terni l'étiquette « chrétien » ?

PAR OLIVIER ROGEAU

La presse française a abondamment disserté sur le « réveil catho » lors de la victoire sans appel du catholique pratiquant François Fillon à la primaire de la droite et du centre. C'était avant que n'éclate le scandale des emplois fictifs présumés de l'épouse et des enfants du candidat ! En novembre dernier, son adversaire au second tour, Alain Juppé, et lui-même avaient fait de leur religion un enjeu politique : « Moi, je suis plus proche du pape François », clamait le maire de Bordeaux. « Je ne suis pas sûr qu'il l'ait bien écouté, rétorquait Fillon. Sur de nombreux sujets, le pape dit la même chose que moi. » Une passe d'armes inédite sous la V^e République.

Si Fillon a triomphé, c'est, en partie, grâce à l'engouement des catholiques pratiquants, qui en ont fait leur champion. La carte de ses fiefs électoraux correspond à celle des régions où la pratique catholique est la plus forte. Par ailleurs, le candidat a bénéficié du soutien de l'association Sens commun, émanation de la Manif pour tous, collectif opposé au mariage homosexuel.

« Menteur, profiteur, arriviste... »

Le séisme médiatique autour du Penelopegate change évidemment la donne. De révélation en révélation, la virgine figure du catholique désintéressé s'est désintégré. « Menteur, profiteur, arriviste, sans soucis pour le sort d'autrui... : il est plutôt gratiné, le profil que l'opinion publique peut associer, en 2017, à l'étiquette "chrétien" ! constate avec dépit Frédéric Antoine, rédacteur en chef de *L'Appel*, le mensuel chrétien belge.

Dans un éditorial du 6 février intitulé « Pas fier d'être chrétien », il rappelle que celui qui était encore il y a peu le candidat le plus en vue de l'élection présidentielle était fier de faire état de ses convictions religieuses.

« Christique au point de dire vouloir sacrifier sa vie pour le sauvetage de la France, il s'était aussi fait qualifier de "Monsieur Propre" de la politique, rappelle Frédéric Antoine. Pour mesurer les dégâts sur l'image qu'il génère du catholicisme et des catholiques, il suffit de comparer les valeurs prônées par l'Évangile

et les pratiques du candidat dans sa vie quotidienne. »

Le chanoine liégeois Eric de Beukelaer, ex-porte-parole des évêques, nuance : « Il ne faudrait pas surévaluer l'impact de l'affaire sur l'image du monde catholique. Elle est ennuyeuse, mais pas tant que cela. Beaucoup de catholiques français, malgré la sympathie qu'ils avaient pour le croyant Fillon, n'auraient de toute façon pas voté pour lui. Entre autres à cause de son programme social "hard". »

Plus inquiétant est, aux yeux de certaines voix dans le monde chrétien, le fait que l'adjectif « catholique » est de plus en plus souvent associé, en France, à un positionnement politique de droite, voire d'extrême droite. Selon Frédéric Antoine, le nouveau président américain serait lui-même une illustration désastreuse du christianisme de 2017. A voir. Certes, Donald

Trump a reçu un soutien décisif des évangéliques, qui ont voté à 81 % pour lui. Toutefois, il n'incarne pas, tant s'en faut, les valeurs évangéliques. Vaguement presbytérien, il ignore à peu près tout du christianisme et s'est trompé plusieurs fois en citant la Bible. « Surtout, le pape, chef des catholiques, s'est profilé comme l'un des chefs de file de la lutte contre l'ultra-droite populiste et protectionniste, signale Eric de Beukelaer. Avec une mise en garde pas piquée des vers le jour de l'investiture de Trump. » ♦

« L'IDENTITÉ, OUI, L'IDENTITAIRE, NON! »

« Il faut avoir une identité forte, mais si elle est alimentée par la peur, le message d'amour chrétien peut devenir un message de rejet », estime Eric de Beukelaer, vicaire épiscopal du diocèse de Liège.

ENTRETIEN : OLIVIER ROGEAU

Il n'y a plus de honte à se déclarer catholique ?

Longtemps, tout ce qui était associé à l'Eglise était *has been*. Dans la culture ambiante, le pape, l'évêque, le curé étaient les symboles mêmes de la ringardise. Plus l'Eglise pesait dans la société, plus forte était l'envie de s'en détacher. Aujourd'hui, elle pèse tellement peu que le regard s'est inversé. De plus, notre société perd ses repères. Du coup, l'Eglise, par contraste, apparaît comme une institution solide, qui survit aux modes. Des mouvements tels que Taizé, dont les rencontres attirent des milliers de jeunes, ou Sant'Egidio, qui implante ses structures au service des exclus, notamment en Belgique, ont traversé avec succès les dernières décennies. L'Eglise, malade, s'est fabriqué quelques anticorps.

La chute de la pratique religieuse n'indique-t-elle pas que le déclin de l'Eglise catholique se poursuit, inexorablement ?

Ne comparons pas des pommes et des girafes ! Les formes de l'engagement chrétien ont complètement changé. Il y a un demi-siècle, la vie du croyant passait avant tout par la messe dominicale. Aujourd'hui, jeunes et moins jeunes expriment leur foi catholique d'abord par leur vie spirituelle, lors de grandes fêtes, aux Journées mondiales de la jeunesse, ou encore sur les réseaux sociaux. Il a fallu deux ou trois générations, depuis Mai-68, pour que disparaisse une religion socialement conformiste. Il faudra, à mon avis, encore deux ou trois générations pour édifier le christianisme du III^e millénaire. L'Eglise ne redeviendra pas l'institution qu'elle était. Mais des communautés chrétiennes bien vivantes vont prendre la relève.

En France, la figure de l'intellectuel catholique est une réalité du paysage médiatique.

Pourquoi n'est-ce pas le cas en Belgique ?

C'est vrai, rares sont les prises de parole personnelles en Belgique, même si les relais de l'ancien pilier confessionnel dans la société sont toujours bien présents. Longtemps majoritaires dans le pays, les catholiques préfèrent, depuis Vatican II, s'engager dans la société, plutôt que de se distinguer au nom de leur identité religieuse. Le pilier laïque apparaît bien plus cohérent et structuré face aux débats de société. Il n'est pas rare qu'un homme public se présente dans les médias comme « laïque et libre-exaministe ». A l'opposé, il est exceptionnel d'entendre un acteur de la société se déclarer « catholique », ou alors, c'est en y adjoignant un « mais », comme pour s'excuser. Le *buzz* fait par la « confession » de foi catholique de l'Ecolo Jean-Michel Javaux, début 2010, atteste qu'une attitude de ce genre n'est pas habituelle en Belgique, et je le regrette.

Les Belges sont néanmoins, selon les sondages, plus nombreux qu'autrefois à se reconnaître comme catholiques. Cela confirme une forme de « réveil catho » ?

Près des deux tiers des Belges francophones se disent aujourd'hui catholiques. Ils n'étaient que 43 % dans ce cas il y a cinq ou six ans. Au cours de la même période, les pratiquants sont passés de 4 à 20 %, toujours selon les sondages. Peut-on pour autant en déduire que 20 % des Wallons et Bruxellois se rendent chaque samedi soir ou dimanche matin à l'église ? Sûrement pas. Les enquêtes d'opinion montrent en réalité que la perception des catholiques a changé. Ceux qui ne vont à la messe qu'à Noël, à Pâques, aux baptêmes, aux mariages et aux enterrements ont plus tendance qu'autrefois à se dire pratiquants.

Pourquoi se dit-on plus volontiers catholique aujourd'hui ?

En partie parce que le scandale de la pédophilie, qui a fait un tort considérable à l'Eglise catholique, est sorti des radars médiatiques. L'Eglise de Belgique a proclamé la tolérance zéro en matière d'abus sexuels. Par ailleurs, avec le pape François, le style de l'Eglise a changé. L'homme a une façon décomplexée de s'exprimer. Il est surprenant de voir un pape donner aussi spontanément son avis sur tous les sujets, quitte à admettre *a posteriori* qu'il s'est trompé. Homme de communication hors pair, il a sorti l'Eglise de l'ornière. Et ce n'est pas que de la com ! Il est sur tous les fronts, celui de la défense des exclus, des migrants, de la planète... Du coup, quand il s'exprime sur l'avortement, parfois de façon très « cash », ses propos n'enflamment pas le monde et le Parlement belge. Son prédécesseur Benoît XVI, lui, était moins épargné.

« La peur de l'islam pousse des chrétiens à s'interroger sur leur identité »

Le réveil catho actuel n'est-il pas, avant tout, une réaction identitaire face à l'affirmation de l'islam ?

La peur de l'islam pousse les croyants à s'interroger sur leur identité. Aujourd'hui, à Liège, je vois de plus en plus souvent un chapelier pendre au rétroviseur intérieur des voitures. Par mimétisme, des chrétiens confrontés à la présence de signes religieux musulmans et à l'affirmation de plus en plus forte de l'islam adoptent parfois la même attitude. C'est compréhensible. Il est même bienvenu d'avoir une identité forte, qu'elle soit chrétienne, musulmane, laïque ou autre. Mais attention : si l'identité est alimentée par la peur, le message d'amour peut devenir un message de rejet. Les islamistes ont bien compris qu'ils avaient intérêt à encourager le repli identitaire catholique. C'est le pacte des faucons : les radicalismes se renforcent mutuellement. Il faut dénoncer l'attitude mentale qui consiste à séparer le monde entre « eux » et « nous ». Ce comportement identitaire manifeste un manque de confiance en soi, une régression vers l'adolescence. Trop mou à l'intérieur, on a alors besoin, comme le homard, d'une carapace pour survivre et de pinces pour attaquer. En revanche, une identité forte permet d'avoir une colonne vertébrale solide, et donc une peau douce et des muscles souples.

Certains voient l'inscription de la laïcité dans la Constitution belge comme une réponse adéquate au fondamentalisme religieux.

Faire reculer les évêques de quelques rangs honorifiques n'empêchera pas grand-monde de dormir chez les catholiques. Supprimer le *Te Deum* de la fête nationale belge non plus. Mais cela va-t-il faire baisser le niveau d'insécurité ? Nous savons qu'il n'en est rien. Le seul antidote à la peur sociale qui s'installe dans nos sociétés est de développer la capacité de vivre ensemble.

La suppression progressive des cours de religion dans l'enseignement vous inquiète ?

La laïcité organisée se trompe en pensant que la question du radicalisme se réglera par la suppression des cours de religion à l'école. Permettre à chaque enfant d'être éduqué dans sa sphère spirituelle ne suffit pas. L'école est un lieu idoine pour creuser sa tradition spirituelle et ensuite construire des ponts. Organisons donc des classes de religion et morale laïque en commun pour les jeunes à partir de 15-16 ans, afin de les enrichir des autres spiritualités. L'affadissement de la culture religieuse nous déforce face à l'irruption de l'islamisme qui est, lui, un retour puissant du religieux. Le fondamentalisme ne se combat pas par « moins de religieux », mais par plus d'éducation à la spiritualité. Il faut combler les vides de sens qui conduisent des jeunes à s'engouffrer dans les projets les plus délirants. Comme le dit l'islamologue Rachid Benzine, l'Occident est devenu analphabète du point de vue religieux ! ♦

LA RÉSILIENCE DU PILIER CHRÉTIEN

Découplé officiellement d'un parti-relais, l'ensemble hétéroclite des institutions catholiques se maintient, malgré des oppositions.

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

L'identité catholique reste le fond de sauce de la Belgique francophone, sa base sociologique, qui l'eût cru ? Avec 5% de pratiquants, « Les cathos vont disparaître », prédisait *Le Vif/L'Express* en avril 2007. Que nenni. En 2016, un sondage Ipsos pour l'ULB/*Le Soir*/RTBF démentait cette prédiction : 63% des Belges francophones – 40% à Bruxelles, 68% en Wallonie – se définissent comme catholiques. Si ce sentiment d'appartenance est découplé des performances du CDH, héritier du Parti social-chrétien (PSC), il en subsiste sans doute quelque chose à travers les multiples institutions (enseignement, mutualité, syndicat, secteur associatif...) qui forment le « pilier chrétien ». La question de l'étiquetage n'est pas tranchée. Les scouts francophones de Belgique ont abandonné leur « c », mais pas les guides. Pas plus que la CSC, la Mutualité chrétienne ou le Secrétariat général de l'enseignement catholique (Segec, lire aussi page 44), des poids lourds dans leur domaine, capables de lobbying, via plusieurs canaux politiques.

Malgré ses frontières floues, l'existence d'un monde catholique est une donnée qui intrigue et suscite encore de fortes mobilisations. Dans ses mémoires, l'éditorialiste du *Laatste Nieuws*, Luc Van der Kelen, raconte qu'au moment du scandale de pédophilie dans l'Eglise, il avait reçu un coup de téléphone d'un « magistrat bruxellois » lui demandant de soutenir l'« opération Calice » qui allait permettre d'en finir avec l'ennemi héréditaire (*Koning Albert II en zijn vijf premiers*, Manteau, 2013). Telle était l'ambiance de l'époque, en 2010, avec

ses perquisitions spectaculaires à l'archevêché de Malines-Bruxelles. L'enquête a tourné court en raison de ses excès et de la prescription des faits. « Le Parlement et l'Eglise se sont mis d'accord sur un centre d'arbitrage pour les victimes mineures au moment de l'abus, dont un millier ont été indemnisées à hauteur de 3,9 millions d'euros. Sa mission s'est terminée en juin dernier, à la satisfaction de tout le monde », résume Louis-Léon Christians, professeur de droit des religions et responsable de l'Observatoire juridique du fait religieux en Belgique (UCL).

Sept ans plus tard, interrogé sur la possibilité d'un « réveil catho » en dehors d'une Eglise affaiblie par ce scandale, Etienne Michel, ancien patron du centre d'études du CDH (Cepess) et actuel directeur général du Segec, la coupole de l'enseignement catholique, se veut prudent : « Les institutions chrétiennes n'ont pas cessé d'être vivantes. L'enseignement catholique a toujours fait des projets à partir du modèle qui est le sien et qu'une grande partie de l'opinion publique et des parents apprécie. » Pourtant, les communiqués acides du Centre d'action laïque et l'interminable controverse sur les cours de religion, de morale laïque et de citoyenneté donnent l'impression d'une guerre de tranchées. « Le vrai débat porte sur la laïcité que l'on souhaite promouvoir, lance Etienne Michel. Est-elle synonyme d'un vrai pluralisme ou bien se confond-elle avec le projet d'éradiquer de notre culture commune des fondements convictionnels qui sont aussi situés du côté du christianisme ? »

Malgré la sécularisation, la religion ne s'évapore pas. « L'idée laïque de repousser le religieux dans la sphère privée est dépassée dans les faits, pose-t-il. La tradition chrétienne de l'éducation montre qu'il est pertinent de conjuguer religion et citoyenneté plutôt que de les opposer. Si on veut faire société, on ne va pas y arriver en s'appuyant seulement sur les droits de l'homme de 1948. La culture commune de nos pays, en Europe, est structurée par la rencontre historique entre la tradition chrétienne et les Lumières. On ne peut pas penser notre avenir en faisant table rase de ce passé et sans travailler sur la réactualisation de ces références. »

Autre sujet sensible dans le domaine de l'enseignement : le rapprochement entre l'UCL et les Facultés Saint-Louis de Bruxelles. Yvon Englert, recteur de l'université concurrente, l'ULB, y a vu la résurgence d'un « pilier chrétien ». « Qu'il y ait des affinités historiques et de projets entre ces deux institutions libres, ce n'est pas une information. De telles affinités de projets existent aussi dans le monde socialiste », renvoie le patron du Segec.

Les propos sont feutrés, le choc de plaques tectoniques laïques et catholiques n'en est pas moins bien réel. « Avec la suppression d'une heure de religion dans l'enseignement officiel et son remplacement par un cours de citoyenneté, tous les ingrédients d'une guerre scolaire étaient réunis, observe le professeur Christians. Elle n'a pas éclaté parce que les deux camps sont divisés avec, au milieu de tout cela, le vrai enjeu, un islam qui risque sans cesse l'instrumentalisation. Les communautés musulmanes n'ont pas plus envie d'être laïques que catholiques. S'il n'y avait pas des milliers d'emplois à la clé, ce serait tragicomique de voir s'accumuler tant d'arguments paradoxaux et de contre-feux divers. »

En dehors d'un positionnement identitaire et de quelques points de fixation, dont l'enseignement ou la

défense des coopérateurs d'Arco (bras financier du Mouvement ouvrier chrétien en Flandre), le « réveil catho » laisse dubitatif le professeur de droit. « Où est le courage des intellectuels catholiques ? provoque-t-il. Je ne parle pas des acteurs incontrournables comme les Mutualités ou le Segec. Ils ont le courage de leur pouvoir. Mais, aujourd'hui, peu d'intellectuels se disent catholiques alors qu'il est devenu banal de se présenter comme libre-exaministe ou franc-maçon. »

La question de l'identité collective est omniprésente. Les catholiques n'y échappent pas, devenus « zombies », l'ombre d'eux-mêmes, selon l'expression du sociologue français Emmanuel Todd. « La société ne sait plus qui elle est, enchaîne Louis-Léon Christians. Identité et cohésion s'effacent. A-t-on oublié l'ampleur des dispositifs d'antan, qu'il s'agisse du service militaire

ou des offices religieux hebdomadaires ? Quand tous les habitants d'un village ou d'un quartier se faisaient prêcher, tous ensemble, chaque dimanche, leur cohésion n'avait rien de spontané. Aujourd'hui, la diversité des valeurs appelle de nouveaux dispositifs de dialogue. Doit-on se borner à occulter la part d'échec de la sécularisation et de l'individualisation, sans construire des remèdes qui ne soient pas ceux des extrémistes ? » Une certitude : l'avenir n'est pas écrit. ♦

**« Les communautés
musulmanes
n'ont pas plus envie
d'être laïques
que catholiques »**

LA « MACHINE DE GUERRE » SCOLAIRE

**Le Secrétariat général
de l'enseignement catholique (Segec)
est une organisation redoutable
au service des écoles catholiques.
En scolarisant un élève sur deux,
il pèse lourd dans l'appareil scolaire.
Enquête.**

PAR SORAYA GHALI

La puissance se voudrait proportionnelle à son importance numérique. Le Segec (Secrétariat général de l'enseignement catholique) allie 718 PO (toutes les écoles catholiques en fait), qui scolarisent 433 000 élèves, soit près d'un sur deux en Fédération Wallonie-Bruxelles : une armée qui ferait rêver n'importe quel lobbyiste ? « Pour autant, il m'étonnerait que le Segec puisse faire descendre les gens, les parents dans la rue », répond Joan Lismont, président du secteur enseignement libre du Setca. Mais le poids du Segec dépasse de loin cette simple addition de chiffres. « C'est l'association la plus structurée et la plus active. On ne peut pas passer outre », ajoute-t-on dans l'entourage d'un ministre socialiste du gouvernement communautaire.

Démonstration. Ce jour-là, au cours du printemps 2016, lors de l'une des réunions préparatoires au Pacte pour un enseignement d'excellence, Etienne Michel, directeur général du Segec, n'est pas venu seul. A son côté, pour l'épauler, un haut technicien, dossier sous le bras contenant notes de synthèse, fiches, graphiques et argumentaires. La même scène se répète la plupart du temps : le quinquagénaire s'adjoint le meilleur expert de son organisation. La méthode a un intérêt évident : une base solide non seulement pour se positionner et élaborer des propositions, mais aussi pour répliquer aux propositions des autres. Toujours une longueur d'avance. « Et ce n'est pas le cas de ses interlocuteurs », indique Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC enseignement. Résultat, selon le syndicaliste, « le point de vue de la fédération se révèle prégnant dans les textes de conclusion ».

Une sorte de *shadow cabinet*

Lunettes rondes, costume foncé, voix calme et posée, Etienne Michel n'a pas l'allure d'un homme qui impressionne. Il y a, pourtant, derrière le patron, une véritable machine de guerre, le Segec, dont l'efficacité n'est pas sans rappeler l'institut Emile Vandervelde, « l'éminence grise » du PS. Le *back office* de l'organisation dispose, en effet, d'un cabinet fort d'une quarantaine de spécialistes dans toutes les matières de l'appareil scolaire, de la cellule des bâtiments à celle des investissements, en passant par un bureau d'études. « On assiste à des colloques, on scrute tout, tout ce qui se passe, tout ce qui s'écrit dans l'enseignement et dans l'éducation, tant au niveau politique que celui de la recherche », explique Guy Selderslagh, directeur du service d'études. Mais son incontestable gâchette,

c'est son service juridique, considéré comme de haute volée et hyperproductif. « L'administration se montre rarement capable de proposer des experts aussi versés », témoigne un ancien directeur adjoint du cabinet à l'Enseignement. Ajoutez à cela les relais dans les cabinets ministériels et dans la classe politique et vous avez une image de ce que certains appellent « le ministère de l'Enseignement bis ».

Les ressources du Segec proviennent principalement d'une dotation versée par chaque école catholique. Il prélève une cotisation annuelle s'élevant de 2,1% à 4% des subventions de fonctionnement perçues par le pouvoir organisateur (le gestionnaire d'un établissement). Soit un budget annuel de 10,5 millions d'euros par an : fatalement, il est le plus grand groupement de PO.

Cette sorte de *shadow cabinet* a germé au début des années 1990, sous l'impulsion du chanoine Armand Beauvuin, homme du sérail, discret, parlant souvent entre ses dents, mais à l'entretient très apprécié. Son successeur, Etienne Michel, a lui parfaitement huilé l'appareil, de la cave au grenier, après avoir travaillé comme conseiller économique à la CSC et dirigé le Ceps, centre d'études commun au PSC et au CVP : ni enseignant, ni chef d'établissement – ce qu'on lui reprocherait en

*Etienne Michel,
directeur général
du Segec.*

interne –, il aurait ainsi été choisi pour ses accointances politiques. « Il en connaît les règles, les codes et les contraintes », poursuit l'ancien homme de cabinet.

Face à la machine de guerre, les autres réseaux ne parviennent guère à neutraliser la domination du Segec. Aucun ne dispose d'un outil aussi dynamique et performant, freiné par leur modèle d'organisation. Dans l'officiel organisé, le PO est centralisé au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Dans l'officiel subventionné, le PO est assuré par les communes ou les provinces.

Ne parlez pourtant pas de « lobby » à Etienne Michel : « Nous ne sommes pas un mouvement revendicatif. Nous rendons un service à la société depuis deux cents ans. » A chaque fois qu'il s'est opposé à un projet du gouvernement, ce dernier a plus ou moins reculé. Vision exagérée ? Quand en novembre 2015, Joëlle Milquet (CDH) sort son projet de décret « fourre-tout », elle n'ima-

gine pas qu'elle devra faire marche arrière. Son idée, notamment: soumettre à « un plan d'accompagnement » les écoles dont les performances s'éloignent trop de la moyenne. Après diagnostic de l'inspection, ces écoles auraient dû se fixer des objectifs précis, à négocier directement avec le ministère de l'Éducation. Le tir de barrage est immédiat et, en coulisse, « le dialogue se montre musclé », selon le Segec, qui y voit une « mise sous tutelle ». Voté finalement en février 2016, la portée de l'autorité publique est revue à la baisse. On parle de conclure un « protocole de collaboration » entre l'école et le gouvernement de la Communauté. Mais c'est le chef d'école lui-même qui rédigera le dispositif, avant d'aller le négocier avec l'administration. Mêlant colère et frustration, Joëlle Milquet a répliqué, dans *La Libre Belgique*: « A ces fédérations de PO, on ne peut jamais rien dire », ajoutant que « les réseaux s'étaient octroyé trop de pouvoir ».

Les craintes se sont récemment portées sur le Pacte pour un enseignement d'excellence. Nombre de fins connaisseurs relèvent une influence marquée du Segec. « Il est venu avec son cahier de revendications: des conseillers en prévention, des aides administratives... Passons là-dessus. Il s'est surtout attaché à défendre un système de gouvernance », martèle Joan Lismont (Setca). Dans la version encore provisoire du Pacte, l'offre scolaire serait décentralisée en zones territoriales (ou bassins), chacune supervisée par un directeur. Mais l'établissement et son chef signent un contrat d'objectifs (la lutte contre l'échec, les moyens mis en œuvre...) avec son propre réseau. Résultat, ce modèle laisserait aux PO une autonomie accrue. « En fait, derrière son discours d'autonomie, le Segec cache mal sa volonté de se

→ maintenir comme un organe de contrôle, de gestion et de cadrage de ses écoles », analyse Bernard Delvaux, sociologue et chercheur à l'UCL. Sur le fond, il n'y a pas une feuille de papier à cigarette entre lui et le bureau McKinsey », assure le syndicaliste CSC Eugène Ernst. Pour eux, Etienne Michel parle de l'école comme d'une entreprise, qui doit être gérée avec leadership, autonomie et performances. « Alors qu'Armand Beauvuin se montrait plus attentif aux inégalités et à l'inclusion, son remplaçant a fait entrer le Segec dans la culture du management », estime encore Bernard Delvaux. La rupture date de 2009, inscrite dans son memorandum.

Un regard plus lointain démontre aussi sa capacité à mobiliser

ses relais. Ainsi le Segec trouve un écho auprès du MR, qui affiche « une vision proche de ce qui est souhaitable ». Il en trouve sans peine chez des écolos et même auprès de socialistes. Dans son filet, par exemple, la taille des classes que Marie Arena (PS) souhaitait revoir en fixant des normes pour le secondaire (du genre: pas plus de x élèves à tel degré pour tel cours). « In extremis, sous la pression du Segec, le parlement a inséré dans le texte un "en moyenne" qui a rendu le décret inopérant », signale Joan Lismont. « Parce que si on dit qu'il ne faut pas plus de 27 élèves en 3^e et 4^e secondaires, dans les faits, avec ce "en moyenne", on peut avoir une classe de 15 et une autre de 30. »

Un couple en concurrence

Puis vient évidemment sur la table, le cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté (EPC). Qu'il faut considérer comme une victoire pour le Segec, qui a obtenu de ne pas l'enseigner dans ses écoles. A ses yeux, l'EPC est déjà ventilé dans les cours existants. Or, voilà qu'en coulisse, le ton est monté sur les moyens supplémentaires accordés aux enseignants de l'officiel pour mettre en place l'EPC: la mesure concerne ici les profs qui perdent des heures et qui ne peuvent pas les compenser via l'EPC. Ces profs pourront être affectés à du soutien scolaire. Mais le Segec s'estime perdant, puisque c'est un avantage dont il sera privé. Un recours en annulation du décret créant l'EPC vient d'être déposé devant la Cour constitutionnelle. « Dès qu'il ouvre la bouche, il y a un voyant rouge qui s'allume chez tout le monde: que veut-il comme fric? », ironise un ministre socialiste. Etienne Michel, lui, manie à toutes fins utiles la menace, de manière à peine voilée, quand il rappelle au CDH, qu'« il est en charge de l'enseignement obligatoire depuis deux législatures, et que c'est donc naturellement vers lui qu'on se tournera à l'heure des bilans... » Ce duo ferait-il tourner la boutique? « Face à ce couple, il faut se battre pour faire entendre la voix des personnels », raconte un syndicaliste.

Entre lui et les ministres de l'Enseignement s'est installée une relation d'amour-haine. « A chaque fois que ça coince, le Segec exerce une pression forte sur la ministre », poursuit le syndicaliste. Un seul exemple très récent pour illustrer ses propos: Nespa, du nom d'un projet d'école secondaire Freinet à Genappe, lancé par des parents confrontés à un désert scolaire (40000 habitants et 180 kilomètres carrés sans établissement secondaire et

un Brabant wallon accueillant sur son territoire 75% d'écoles catholiques). Alors que le dossier est bien emmanché et glissé depuis deux ans dans les classeurs du ministère, arrive sur le bureau de Marie-Martine Schyns un projet concurrent déposé par le Segec et censé s'installer sur le même site. C'est à la ministre à présent de trancher. Au cabinet, on estimerait qu'il y a de la place pour deux écoles, tandis qu'au gouvernement, on doute de sa capacité à résister au Segec... « Dans son cabinet, le libre est surreprésenté », constate un ancien. « J'ai milité en interne pour l'ouvrir à d'autres sensibilités... » Les relations tiennent aussi aux personnalités. « Avec Joëlle, qu'il connaît bien, Etienne savait qu'il devait fréquemment reconquérir un territoire qu'il pourrait perdre... Aujourd'hui, ça n'est pas le cas. »

La guerre scolaire est donc bien terminée. Ce n'est plus le clivage dominant de la société.

Et le Segec voit les « vraies victoires arriver maintenant » : « Sa force est d'avoir réussi à transformer la position catholique comme celle de tous, celle à laquelle tout le monde adhère », observe Joan Lismont. De fait, le rapport de force aurait basculé. Etienne Michel ne sous-entend pas autre chose. Son meilleur « coup » ? Avoir obtenu une place aux négociations sectorielles, lui ouvrant un champ de négociation plus large. Ainsi, hier, « son seul canal d'influence passait par le CDH », aujourd'hui, en installant ce cadre, « le rapport à l'Etat s'est modifié ».

Dans ce contexte, quelle est encore la place de l'Eglise au sein du Segec ? Les bons pères et sœurs ont déserté l'estrade. Les profs sont très massivement laïcs (et plus nécessairement pratiquants, ni même catholiques). Les directions aussi. Comme beaucoup de membres des pouvoirs organisateurs, même si nombre d'écoles restent liées à une paroisse ou une congrégation. Cependant, le texte (« Missions de l'école chrétienne ») énonce toujours « la conviction que l'école chrétienne n'éduque pleinement qu'en évangélisant ». C'est là que des frictions apparaissent. Beaucoup d'enseignants loyaux à leur projet pédagogique regrettent les orientations actuelles du Segec. ♦

AIDE À LA JEUNESSE UNE OMNIPRÉSENCE DISCRÈTE

Le « pôle catholique » continue de peser de tout son poids dans le milieu social. Le fruit d'une histoire singulière.

PAR SORAYA GHALI

C'est un héritage de l'histoire. En Belgique, jusqu'au début du xx^e siècle, il n'y a pas réellement de cadre législatif organisant la protection de l'enfance. Les pupilles trouvent refuge dans des orphelinats. Il s'agit d'hospices civils, surtout situés dans les grandes villes, mais la plupart de ces établissements sont créés par des religieux, qui se vouent principalement à l'action charitable et à l'enseignement et en font une véritable « profession ». A l'époque, les initiatives privées d'inspiration chrétienne sont déjà en première ligne et un partenaire privilégié de l'Etat.

C'est aussi un héritage politique : contrairement à d'autres pays, la Belgique a choisi de déléguer à des opérateurs privés à but non lucratif des versants importants de son action socio-sanitaire. Quand, à partir de 1965, une nouvelle loi introduit le financement public des lieux spécialisés dans l'accueil des mineurs en danger, la majorité d'entre eux sont des organisations privées, essentiellement les orphelinats dirigés ou gérés par les congrégations. Une sorte d'économie mixte tout à fait originale entre le public et le privé est ainsi instituée.

Voilà ce qui explique une présence forte des institutions catholiques dans le terreau de l'aide à la jeunesse. Aujourd'hui, elles continuent de bénéficier de ce contexte porteur. Sur un budget de 276 millions d'euros annuels, finançant quelque 365 associations, le « pôle » catholique absorberait 80 % à 82 % des subsides publics.

Les noms des instituts ne font pas mystère d'une filiation ouvertement chrétienne. Eux-mêmes ne s'en cachent guère, même si, selon eux, leur dimension confessionnelle serait passée à l'arrière-plan. D'autres, en revanche, n'ont pas d'affichage catholique spécifique, mais gardent des relations plus ou moins étroites avec leurs origines. Mais à la lecture de leurs statuts dans *Le Moniteur belge*, on apprend que Les Galopins (30 enfants placés), Le Tremplin (30) ou encore L'Ancre (15) désirent « promouvoir ces objectifs dans un esprit évangélique ». Que ce dernier occupe un immeuble appartenant aux sœurs du Saint-Cœur de Marie de La Hulpe, dont les membres demeurent majoritaires au sein de l'assemblée générale de l'asbl. Que L'Espoir (30) s'affirme « œuvre libre à caractère

confessionnel catholique». Que Les Cabris (15) souhaitent voir transférer « l'actif social à l'Institut d'éducation Saint-Jean-de-Dieu », « à défaut, à la personne qui, d'après la hiérarchie catholique, serait à ce moment le chef légitime du diocèse de Namur ». Que Les Glanures (35) demandent que « l'ensemble de l'actif soit cédé à la Mission évangélique de réveil », et précisent que « cet article est intangible ». On pourrait multiplier les exemples. Le *screening* que Le Vif/L'Express a réalisé montre la force persistante du milieu catholique. « Une prédominance, pas un monopole », précise Rachid Madrane (PS), ministre de l'Aide à la jeunesse, contacté par nos soins. « Certaines villes, communes, provinces continuent néanmoins à être très actives, même si elles sont effectivement très minoritaires. »

Les services agréés par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont forcément d'importance inégale. On note ainsi des poids lourds, comme la Maison heureuse, fondée en 1956 par l'abbé Emile Gerratz, et dirigée aujourd'hui par l'abbé Albert Klinkenberg, ancien vicaire épiscopal chargé de la pastorale. L'asbl regroupe 14 foyers, surtout en région liégeoise et à Namur, emploie 450 personnes et accueille quelque 400 enfants, « en agissant en fidélité à son fondateur ». De taille plus modeste, citons pêle-mêle l'asbl Institut d'éducation Saint-Jean-de-Dieu, héritière d'une structure fondée par les Sœurs de la charité en 1886, qui abrite près d'une centaine de petits « dans un esprit évangélique », tout en assurant « le respect des convictions de chacun ». Ou l'asbl Siloé, créée en 1903 par la congrégation de la Sainte-Famille de la délivrance, et encore l'asbl Home Saint-François, né sous l'égide de sœurs franciscaines, lesquelles logent au sein de leur conseil d'administration des nonnes et des abbés.

Un esprit chrétien

L'une des plus actives s'appelle l'Association chrétienne des institutions sociales (Acis), devenue l'un des principaux opérateurs de l'immobilier catholique. Les Filles de la croix ont cédé la propriété et la gestion de la Maison du Sacré-Cœur à l'asbl Acis, l'objectif étant pour la congrégation d'assurer à cet immobilier un avenir cohérent avec son histoire et dans un esprit chrétien. Ce dont se prévaut Acis, implantée en Belgique et en France, dont

En coulisse, on s'agace des soutiens financiers qui sont accordés au « pôle » catholique

les statuts mentionnent que « le but est de contribuer à l'exercice et au développement de l'action chrétienne dans les activités et institutions hospitalières, médico-sociales et caritatives ». Pour ce faire, « le représentant des évêchés francophones – lequel est membre de droit – détient un droit de suspension ». L'Acis chapeaute cinq maisons d'accueil créées par des religieuses, soit près de 170 enfants et adolescents en difficulté, au côté de ses multiples activités, telles que des hôpitaux psychiatriques, des centres pour handicapés et des maisons de retraite, représentant 80 institutions, 5 800

bénéficiaires, 4 700 employés et un chiffre d'affaires de plus de 200 millions d'euros.

« De véritables lobbies »

Les structures privées « cumulent » très souvent plusieurs missions. Elles agissent ainsi dans tous les champs de l'aide à la jeunesse. Par exemple, l'asbl Abbé Edouard Froidure possède une palette d'organisations regroupées au sein d'une fédération, notamment quatre pensions abritent des mineurs placés par les autorités, deux instituts prennent aussi en charge le suivi en famille et un établissement s'occupe de jeunes présentant des troubles de comportement. Ce qui représente une capacité d'accueil d'une petite centaine de jeunes.

Ce déséquilibre au profit des catholiques gêne-t-il ? Sans doute, si l'on en juge par les réactions recueillies par Le Vif/L'Express auprès d'interlocuteurs de poids, agacés par les soutiens financiers publics qui leur sont accordés et en l'absence d'une sorte de pacte scolaire. « On ne peut plus mesurer l'influence de l'Eglise aux seuls effectifs des pratiquants, résume un spécialiste. Ici, le catholicisme fait partie du paysage. »

Cela pèse-t-il sur la façon dont se dessine la politique de l'aide à la jeunesse ? Ces associations se sont structurées sous forme de fédérations patronales et, selon les mots du ministre, « agissent, il est vrai, comme de véritables lobbies ». « Mais leur influence dépend de l'attitude du politique responsable », tranche Rachid Madrane. Avant d'ajouter que toutes les grandes avancées législatives en matière d'aide à la jeunesse depuis 1965 sont le fait de socialistes. ♦

« JE SUIS CHRÉTIEN ET DÉMOCRATE, PAS DÉMOCRATE-CHRÉTIEN »

Philippe Lamberts, député européen Ecolo, catholique pratiquant, confirme le retour du religieux en politique. Ce qui ne lui apparaît pas anormal. Sauf si la religion est utilisée comme argument identitaire. Et comme premier vecteur du néolibéralisme.

ENTRETIEN : FRANÇOIS BRABANT

Son expression favorite a un parfum de messianisme. « Le XXI^e siècle, c'est un siècle pour les ardents, pas pour les tièdes », aime répéter le député européen Philippe Lamberts, l'une des principales figures d'Ecolo. Moins consensuel qu'un Jean-Michel Javaux, il ne craint pas d'apparaître cinglant ou péremptoire. C'est sa conception à lui de l'ardeur au XXI^e siècle.

Au Parlement européen, il s'est illustré à travers son combat contre les bonus financiers des banquiers. L'opération, menée avec méthode et obstination, sans fantaisie aucune, lui a valu cette remarque du député vert allemand Sven Giegold : « Toi, en fait, t'es un protestant. » L'intéressé s'en amuse : « On me reconnaît une rigueur que les catholiques, en général, n'ont pas. »

Ingénieur, Philippe Lamberts a exercé différentes fonctions managériales au sein du géant informatique IBM. Il ne s'est immergé à plein temps dans la politique qu'après son élection au Parlement européen, en 2009. Cinq ans plus tard, les militants Ecolo l'ont remis en selle pour un second mandat, sacrifiant au passage la star Isabelle Durant.

Là n'est pas sa seule particularité. Catholique pratiquant, cet Anderlechtois puise dans sa foi de quoi alimenter son engagement. L'été, il passe six semaines sur huit dans la communauté chrétienne œcuménique de Taizé, au sud de la Bourgogne, où il se rend aussi plusieurs week-ends par an. C'est son « lieu d'enracinement », dit-il, une source d'énergie et d'inspiration qui l'aide à garder la tête froide, « parce que la politique rend fou ». Pour la première fois, il évoque longuement son rapport à la religion, lui qui se considère comme « un chrétien en recherche qui essaie de trouver une cohérence entre ce qu'il vit et le message de l'Évangile ».

En France, la primaire à droite a donné lieu à une scène impensable il y a cinq ans encore : François Fillon et

Alain Juppé s'écharpant à la télévision pour savoir lequel de leurs deux programmes était le plus conforme au message du pape. Le religieux fait un retour spectaculaire en politique ?

Il y a un come-back, c'est clair. Je pense que ce thème revient en force par réaction. Pendant des décennies, une partie du pouvoir politique a voulu éradiquer la dimension spirituelle de la vie humaine. La logique était : si vous avez une aspiration spirituelle, OK, mais gardez ça chez vous, derrière des portes fermées. Comme si c'était une maladie honteuse. Ça finit par courir sur le haricot des personnes authentiquement croyantes, qui en viennent à se dire : au nom de quoi nie-t-on une dimension importante de ma vie ?

Soutenez-vous ce retour de la religion dans le débat public ?

En ce qui me concerne, je n'ai aucun problème à dire, y compris sur la place publique, que je suis chrétien. Je n'ai jamais brandi ma foi en étendard, mais je ne l'ai jamais mise dans ma poche. A mes yeux, ce n'est ni un argument de vente, ni une maladie honteuse. Par contre, ce qui me hérisse, c'est l'attitude des hommes politiques qui utilisent la religion comme argument identitaire, et non comme démarche spirituelle. Si j'examine la cohérence entre le message de l'Évangile et l'action politique de ceux qui s'en réclament, j'ai vraiment envie de rigoler. Parce que, souvent, c'est tout le contraire.

En quoi la contradiction vous paraît-elle si manifeste ?

Comment peut-on se réclamer d'un Évangile qui affirme l'égalité de dignité de tous aux yeux de Dieu et mener des politiques qui poussent à fond l'inégalité ? Quand Fillon annonce qu'il va virer 500 000 fonctionnaires, en quoi est-ce compatible avec la doctrine sociale de l'Église, l'option préférentielle pour les pauvres ? Lorsque le pape François est venu à Strasbourg, il nous a dit : vous avez comme première mission de défendre la fragilité. Or, que font des gens comme Fillon, sinon défendre les forts ? Ils prétendent toujours qu'aider les riches, ça enrichit les pauvres à la fin... Sauf que ça, c'est une fiction sans nom.

La chancelière allemande, Angela Merkel, appartient au courant chrétien-démocrate, comme François Fillon. Leur déniez-vous toute légitimité à se réclamer du message évangélique ?

Qui suis-je pour juger de leur foi ? Pour ma part, je suis chrétien et je suis démocrate, et pour ces raisons, je ne serai jamais chrétien-démocrate. Les chrétiens-démocrates sont devenus le parti des 1%, le parti des multinationales. Au Parlement européen, ils sont le premier vecteur du néolibéralisme, cette idéologie qui réduit l'être humain à un individu libre d'exploiter

non seulement la planète, mais aussi son prochain. Eux qui se réclament de l'héritage chrétien en Europe, ils ont désormais le leadership des politiques d'exclusion. En tant que chrétien, ça me fout dans une rage noire. Ils instrumentalisent le label chrétien à des fins identitaires, pour rejeter certains êtres humains – nous, les Blancs chrétiens, contre eux, les autres. J'aimerais qu'on me montre quel passage de l'Évangile incite à construire des murs.

Pour engager un dialogue fructueux avec l'autre, ne faut-il pas d'abord clarifier ce que l'on est soi-même ? Certains de vos collègues députés, notamment Gérard Deprez (MR), ont plaidé pour que l'héritage chrétien de l'Europe soit inscrit dans un traité.

Si on est chrétien et qu'on est certain de sa foi, on n'a pas besoin de l'écrire sur un papier. Ça me rappelle une rencontre à Taizé avec un groupe de jeunes Hongrois. En substance, tous me demandaient : nos valeurs chrétiennes ne sont-elles pas menacées ? Sous-entendu : par l'immigration musulmane. Je leur ai répondu par une question : quelles sont-elles, ces valeurs chrétiennes ? La première d'entre elles est inscrite dans l'article 1^{er} de la déclaration universelle des droits de l'homme : tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Pour nous, chrétiens, la filiation entre le message de l'Évangile et l'article 1^{er}, elle est directe, et ce principe, c'est le socle en béton de l'Union européenne. Homme, femme, musulman, chrétien, athée, gay, hétéro... Chaque être humain a droit à la même dignité. Et donc, ces valeurs sont-elles menacées par quelques millions de musulmans qui viennent sur nos rives, ou par Recep Erdogan, les rois d'Arabie saoudite, Xi Jinping, Donald Trump, les patrons des multinationales ? Ces gens piétinent nos valeurs.

L'encyclique *Laudato si* du pape François a suscité un fort engouement, mais aussi de vives polémiques dans les milieux chrétiens. Dans quelle mesure y adhérez-vous ?

Je la cite souvent, mais j'ai aussi entendu Jean-Luc Mélenchon s'y référer. Le pape François ne dit pas qu'il faut corriger les

excès du système, il dit qu'il faut changer de système. C'est le premier texte anticapitaliste venu du Vatican... Longtemps, l'Église a été l'organe qui justifiait moralement le pouvoir des puissants. Ce rôle est à présent repris par un autre clergé, celui des économistes néoclassiques. Il y a un dogme, des hérétiques, c'est la même logique.

Quels économistes visez-vous ?

Il y en a dix mille. Tous les économistes patentés ont sucé la doxa néolibérale au biberon des *business schools*. Ce sont eux qu'on appelle à la télévision pour expliquer que si on flexibilise le marché de l'emploi, ça fait mal, mais c'est bon pour vous. Souffrez sur Terre, le paradis viendra après...

Englobez-vous dans votre critique le plus réputé des économistes belges francophones, Etienne de Callatay, issu du sérail social-chrétien ?

→ Bonne question. Eh bien, oui... C'est un type qui justifie le système.

Est-il sain qu'un dignitaire religieux s'exprime dans une assemblée politique ?

Que ce soit le pape, le dalaï-lama ou d'autres responsables religieux, ils ne viennent pas nous donner des ordres. Ils viennent nous apporter une parole qui peut être inspirante. C'est nous, les élus ! Chacun est à sa place. Mais les députés sont censés être à l'écoute de ce qui se passe dans la société, oui ou non ?

L'économiste français Gaël Giraud, par ailleurs prêtre jésuite, déclarait récemment dans *Télérama* que la transformation du monde « ne pourra se faire sans une redécouverte de son intériorité par le plus grand nombre ». C'est aussi votre conviction ?

Gaël Giraud est un ami, un type génial, l'économiste dont je suis le plus proche. Je partage son avis. Tout le système capitaliste est conçu comme si l'être humain n'était qu'une machine à accumuler, comme si seule la pulsion de consommer nous définissait. Mais ce monde idéal de la société de consommation laisse des centaines de millions de gens malheureux. On n'a jamais absorbé autant de tranquillisants... Pour sortir de ce

cauchemar, il y a un chemin intérieur à emprunter, qu'on lui donne ou non une dimension transcendante. En fin de compte, c'est quoi une belle vie? Posséder le dernier téléphone portable, la plus grosse voiture? Les réponses ne pourront jamais être codifiées dans une législation. Elles impliquent une transformation intérieure, et je pense que beaucoup de traditions spirituelles ouvrent à ce cheminement. En Europe, depuis les Lumières, le combat pour le libre-examen, pour la reconnaissance d'un être humain capable de penser par lui-même, a été un combat difficile contre le pouvoir des églises chrétiennes. Ce combat de la laïcité devait être mené. Mais je pense que c'est allé trop loin. A gauche, on en est arrivé à assimiler la religion à l'opium du peuple, sans nuance. Avec condescendance, on considère les croyants comme des arriérés, des enfants qui se débarrasseront des oripeaux de la vie spirituelle une fois qu'ils deviendront adultes. On arrive peut-être à un moment où l'Europe est mûre pour vivre bien dans ses baskets à la fois le chemin spirituel et le libre-examen.

**Appelez-vous la gauche dans son ensemble
à revoir son rapport à la religion ?**

En tout cas, les élus de gauche qui portent en eux cette sensibilité ne devraient pas se cacher. Ce que je crois, c'est que le citoyen attend des représentants authentiques. Des hommes et des femmes qui parlent avec conviction, et non des gens qui essaient de dire ce que leurs auditeurs veulent entendre. Une des raisons pour lesquelles on voit un peu partout des résultats électoraux de nature insurrectionnelle, c'est que les citoyens en ont marre de créatures politiques au discours formaté.

**Dans quelle mesure faut-il conserver les traces
d'un passé où l'ensemble de la société était rythmée
par la religion chrétienne ? Interdire le travail
le dimanche a-t-il encore un sens ?**

C'est une révolution dans l'histoire de l'humanité de décider qu'il y a un jour où on s'arrête. Mais je pense qu'il faut aller plus loin. Je suis partisan de la semaine de quatre jours. Quelle force ça aurait, en plus! On aurait le vendredi pour les musulmans, le samedi pour les juifs, le dimanche pour les chrétiens. A plus court terme, on pourrait repenser les jours fériés légaux.

La législation belge en compte six d'origine chrétienne: lundi de Pâques, Ascension, lundi de Pentecôte, Assomption, Toussaint, Noël. Passer de six à quatre, ça ne provoquerait pas un déséquilibre majeur. On pourrait alors donner au Yom Kippour et à l'Aïd un statut de jour férié légal. Certains diront: oui, mais moi, je ne suis ni juif ni musulman... Peut-être, mais nous faisons société. Alors, pourquoi ne pas s'arrêter tous parce qu'une partie importante de notre société vit un jour de fête? Ce serait un signe de reconnaissance et de respect pour nos concitoyens juifs et musulmans. On sortirait aussi de l'hypocrisie. Car dans certaines écoles de Bruxelles, on sait très bien que le jour de l'Aïd, de nombreux élèves ne sont pas là. Parce que c'est la fête, bordel! Quand je défends cette proposition devant des groupes de chrétiens, certains poussent des cris: on ne peut quand même pas faire ça? Mais si! N'ayons pas peur. ♦

PLANCHES DE SALUT

Le sentiment religieux s'offre une nouvelle jeunesse en bande dessinée. Une tendance qui navigue entre prosélytisme, besoin de spiritualité et crispation communautaire.

PAR OLIVIER VAN VAERENBERGH

On le sait peu, ou on le sait moins : parallèlement au festival international de bande dessinée qui se tient chaque année fin janvier en France à Angoulême se déroule au même moment, et au même endroit, un autre festival de BD. Un festival bis qui, lui aussi, attire foule et auteurs, mais qui prend cette fois ses quartiers non pas sous les fameuses bulles d'Angoulême mais bien à la cathédrale, au temple ou à l'église Saint-Martial de la ville : le festival de la BD chrétienne, dont le but affiché est de « promouvoir un média essentiel pour annoncer l'Évangile aux jeunes de 7 à 77 ans ». Et qui a vécu cette année, entre sa cérémonie de remise des prix en ouverture et sa « messe de la BD » de

Racines chrétiennes

Ces racines chrétiennes que Jean Dufaux assume aujourd'hui, après une carrière et des dizaines d'albums sentant plus franchement le soufre que l'encens, sont en réalité aussi celles de la bande dessinée franco-belge traditionnelle, née avec Spirou et Tintin chez des éditeurs catholiques qui entendaient bien faire en sorte que les têtes blondes le restent. Et si, depuis les *Baden Powell* et *Don Bosco* de Jijé, dès les années 1940, les mœurs et l'édition ont heureusement évolué, certains comme Bayard restent des prosélytes et règnent sur le secteur, à pas feutrés avec d'excellents magazines pour la jeunesse comme *Pomme d'Api*, *Astrapi* ou *J'aime lire*, ou plus franchement avec ses collections directement destinées aux premières communions et aux professions de foi, de *La Bible en BD* aux *Prières de tous les jours* – à lire dès 7 ans, précise leur folder publicitaire. Une BD chrétienne très vivace, dont le festival attitré revendique « une centaine d'éditeurs, 250 dessinateurs et plus de 1000 titres publiés à ce jour », mais qui sort donc désormais de ses rails, portée par une époque de recherche spirituelle mais aussi de crispation communautaire, qui irradie désormais dans tous les styles, loin des bios mièvres au dessin classiquement réaliste qui ont longtemps régné sur le genre.

Outre Dufaux et Jamar, connus jusqu'ici du grand public pour leur série *Double masque*, on a vu dernièrement d'autres auteurs parfois fameux mais peu connus pour leur foi s'aventurer sur ce chemin : ainsi de Zep qui, parallèlement à sa série Titeuf, a récemment publié un *one shot* adulte et plus réaliste baptisé *Un bruit étrange et beau* autour d'un moine de l'ordre religieux des chartreux, ou du Norvégien Jason, auteur indépendant multiprimé aux États-Unis qui vient de sortir *Un Norvégien vers Compostelle*, qui le voit parcourir pendant un mois le fameux pèlerinage. Quelques mois plus tôt, le Français Krassinsky avait fait le choix de la fable, avec *Le Crépuscule des idiots*, pour s'interroger sur l'existence de Dieu, rebaptisé

clôture, une édition joyeuse et pleine d'enthousiasme, tant cette BD dite chrétienne se sent pousser des ailes : le sentiment religieux n'a en effet jamais paru aussi présent en bande dessinée, et semble surtout sortir de son ghetto doré, où les chrétiens s'adressaient aux chrétiens. Désormais, même les grands éditeurs classiques ont (re)trouvé la foi. À l'image de Dargaud et de ses auteurs Martin Jamar et Jean Dufaux, justement colauréats du prix 2017 de la BD chrétienne, avec *Vincent, un saint au temps des mousquetaires*, récit historique mais aussi de fiction autour du père Vincent, avant qu'il ne devienne saint Vincent de Paul, et dont les auteurs affichent leurs ambitions : « Les chrétiens d'aujourd'hui manquent de mordant ; la religion se ferme plus qu'elle ne s'ouvre, mais il faut pouvoir affirmer ses racines. »

ici « Diou ». Plus près de nous, le jeune Bruxellois Max de Radiguès vient de publier *La Cire moderne*, où un improbable trio fait le tour des monastères pour y vendre des cierges ! Autant de titres, de styles et d'auteurs d'une grande modernité qui risquent de donner un coup de fouet à toute une production qui vise plus explicitement à l'édification des âmes. « On voit paraître de plus en plus de BD chrétiennes et les grandes maisons d'édition s'ouvrent de plus en plus, se félicitait ainsi récemment un membre du jury de cet autre festival de BD angoumoisins. « Sur l'aspect graphique, sur les scénarios, la qualité a énormément évolué. »

Crispations

Ce renouveau ou cette mode cachent aussi une crispation communautaire parfois décelable entre les cases. Ainsi le bien nommé *La Religion*, thriller historico-religieux à succès écrit par l'Anglais Tim Willocks, et désormais (bien) adapté en bande dessinée par Luc Jacamon et Benjamin Legrand, avec un premier tome très spectaculaire paru il y a deux mois chez Casterman : difficile de ne pas lire dans ce récit très violent de l'invasion en 1565 de l'île de Maïte chrétienne par les « lions de l'islam » de Soliman le Magnifique une métaphore à peine voilée des chrétiens d'aujourd'hui résistant à l'invasion islamiste... « J'aime surtout l'idée que ces guerriers hardcore catholiques croyaient vraiment être la religion ! », s'amuse

Tim Willocks. « Nous ne sommes pas responsables de la manière dont le récit sera perçu », balaie pour sa part son traducteur et scénariste. « Il y a tellement de choses riches dans ce récit que le lecteur peut y puiser ce qu'il veut, même ce qui n'y est pas. »

Jean Dufaux, lui, l'auteur de *Vincent* primé au festival de la BD chrétienne, compte bien poursuivre ses recherches en BD sur cette « autre face d'une même pièce. Ma grand-mère était très croyante, mon père complètement athée, j'ai toujours vécu cette double identité, ce jeu entre l'ombre et la lumière, même si, ici, c'est la lumière. J'ai atteint un âge où j'écris ce qui me semble fondamental, et pas encore fait. Ma part du Diable est toujours bien affirmée, mais ma foi m'a toujours permis d'éviter la psychanalyse, les coachs et ce genre de bêtises. » ♦